

# ÉCONOMIE ET VIOLENCE

## Guillermo Sullings

Forum Humaniste Européen  
le 4 novembre 2006, Lisbonne - Portugal

### Introduction

Lorsque, les Humanistes, nous parlons de violence, nous le faisons au sens large ; nous ne nous référons pas seulement aux situations de violence physique, mais nous parlons aussi de la violence psychologique, de la violence raciale, religieuse, sexuelle, et nous nous référons aussi à la violence économique.

Il est clair qu'on exerce de la violence quand on discrimine l'autre à cause de sa race ou de sa religion, quand on soumet l'autre, quand on le prive de ses droits, quand on commet des injustices. Mais parfois, les injustices provoquées par la violence économique, ne sont pas si simples à percevoir, parce que les limites et les responsabilités ne sont pas toujours claires. On a l'habitude d'entendre « ce sont les forces du Marché », quand on tente d'expliquer certains phénomènes par lesquels des millions de personnes se retrouvent marginalisées et exclues. Qui sont les victimes et qui sont les bourreaux ?

Analyser les mécanismes qui aboutissent à la violence économique peut s'avérer extrêmement révélateur. Mais analyser, de plus, les mécanismes par lesquels la violence économique se réalimente avec d'autres types de violence pourrait nous faciliter la compréhension, du moins en partie, de la complexe situation actuelle dans le monde.

Précisons dès à présent que nous ne prétendons pas, dans ce bref essai, expliquer tous les phénomènes sociaux à partir de l'économie. Ce serait tomber dans une autre forme d'économisme et méconnaître absolument la véritable dimension du phénomène humain. Il ne s'agit pas de causes et d'effets sinon au mieux de relations de concomitance, où le facteur économique, et en particulier la violence économique, jouent leur rôle à l'intérieur d'un schéma bien plus complexe.

Cependant, comme le sujet dont parle ce travail est l'économie, nous prendrons la liberté de regarder à partir de là l'interaction des phénomènes sociaux, en précisant qu'il s'agit seulement d'un point de vue partial qui, de plus, sera loin d'être épuisé par les concepts très généraux que nous allons développer.

### La violence générée par les systèmes économiques

Comme concept général, nous pourrions dire que tout système qui place le fait économique comme centre de gravité est violent en soi puisque, par définition, il met sur un plan secondaire les valeurs humaines. Il est certain qu'au moment de chercher des exemples de violence économique, nous en rencontrerons en abondance dans l'économie capitaliste et c'est très bien que nous approfondissions cela, puisque c'est le système dominant dans la majeure partie du monde. Mais cela ne doit pas nous faire oublier les dégâts commis dans d'autres systèmes économiques, dont les fondements partent souvent d'idéologies qui, paradoxalement, proposaient d'améliorer la situation de l'être humain. Si nous commençons par le plus grossier, nous trouverons dans certains génocides historiques, la volonté d'imposer à feu et à sang certains schémas politiques et économiques. Depuis les théories de « l'espace vital » pour le développement de leurs peuples, avec lesquels le fascisme et le nazisme ont prétendu justifier leur expansionnisme, avec la soumission et l'extermination des dénommées « races inférieures ». En passant par les millions de morts en Union Soviétique pendant plus d'un demi-siècle, pour soutenir la « dictature du prolétariat ». Rappelons aussi le massacre de trois millions de personnes au Cambodge, sous le régime des Khmers Rouges, dirigés par Pol Pot qui, entre 1975 et 1979 ont forcé à l'exode de la ville vers les champs pour, entre autre, convertir le pays en premier producteur mondial de riz.

Et même sans arriver aux cas extrêmes des génocides, dans tous les régimes qui ont tenté d'imposer à partir de l'État, un système politique et économique inventé par un groupe d'illuminés, nous trouverons tout type de violation des droits de l'homme. Cependant, bien que la responsabilité principale de ces dégâts ait été celle de ceux qui ont exercé le pouvoir, il a existé aussi une complicité d'une partie des peuples qui a permis que leur haine et ressentiments envers d'autres races, ethnies ou classes sociales, soient exacerbées et utilisées par leurs dirigeants, comme combustible pour le « moteur révolutionnaire ».

Mais si on veut parler de génocides, le capitalisme a de nombreux exemples à nous donner ; depuis les dégâts des colonisations en Amérique, en Afrique et en Asie, en passant par les guerres entre puissances industrielles, suivies par les politiques répressives qui ont laissé des centaines de milliers de disparus dans toute l'Amérique Latine, et qui continuent aujourd'hui avec les invasions de territoires recelant des réserves de pétrole.

Mais les cas que nous avons cités auparavant se réfèrent plus à la violence générée pour imposer et soutenir des systèmes politiques et économiques déterminés, recherchant en général le bénéfice de certains secteurs, et implanter par la force des schémas idéologiques déterminés. Mais nous devons aussi signaler les situations de violence qui ont été générées par de tels systèmes économiques de par leur propre dynamique.

Au cours des expériences socialistes, la planification centralisée de l'économie n'a pu se faire qu'en entraînant l'abolition de la liberté des personnes et en enfermant la libre entreprise dans un enchevêtrement bureaucratique complexe. On devait produire et consommer ce qui était prôné par l'État, dans les quantités planifiées et aux prix établis. Les personnes se convertirent en un simple engrenage d'une machine productive pesante, chaque fois plus inefficace. L'égalité promise s'est traduite par une pauvreté égalitaire avec, de plus, des coupoles privilégiées. Quelques bureaucrates s'attribuèrent le pouvoir de décider tout ce qui devait se passer au niveau économique, générant une chaîne d'autoritarisme et de violence psychologique.

Le capitalisme en revanche, au nom des libertés individuelles et en suivant le culte du libre marché, a généré les conditions pour que l'économie se transforme en une lutte inégale, entre prédateurs et victimes. La tendance à l'accumulation du pouvoir économique en peu de mains, a rapidement laissé dans l'oubli la société d'opportunités promise, générant une inégalité croissante dans la répartition des ressources. La violence qu'a représentée l'exploitation capitaliste sur les travailleurs, tant du point de vue de l'inégalité distributive que du point de vue des conditions de travail entraînera avec le temps, l'exclusion de millions de personnes qui resteront en marge du système. Ce sont les exclus et les marginalisés qui souffrent de la violence du système capitaliste ; les exploités qui travaillent pour un salaire de misère en souffrent, ainsi que les divers échelons sujets à la pression de l'efficacité économiste. En souffrent les victimes de l'usure, endettés pour la vie, et aussi les « homo-consommateurs » dont la volonté est manipulée par la publicité.

Mais la violence générée par les systèmes économiques ne se limite pas à la violence exercée pour se maintenir par la force ; elle ne se limite pas non plus aux situations propres aux relations économiques. La violence s'exerce aussi lorsque l'exploitation irrationnelle détruit l'environnement et les ressources naturelles, contaminant et empoisonnant toute la planète. La violence s'exerce lorsque les pouvoirs économiques s'approprient le pouvoir politique, prostituant les institutions qui soi-disant avaient été créées pour garantir les droits des citoyens. La violence s'exerce lorsque le pouvoir économique s'approprie les moyens de diffusion et les utilise pour conditionner la subjectivité des personnes.

Mais nous allons approfondir deux aspects dans lesquels la violence économique est en relation intime avec deux types de violence qui sont en train de mener les sociétés à leur destruction. Un des aspects est celui des guerres et de la course aux armements et l'autre est celui de la violence sociale.

## **L'économie et la course aux armements**

Cette relation entre économie et course à l'armement, s'est transformée dans les derniers temps en un cercle vicieux dans lequel, d'un côté, les pouvoirs économiques cherchent à consolider leurs privilèges en appuyant le pouvoir militaire, pendant que d'un autre côté, l'industrie de l'armement cherche à augmenter ses profits en alimentant les conflits.

Dans un excellent travail réalisé pour deux auteurs humanistes, Oscar Cevey et Javier Zorilla, nous pourrions trouver une information abondante quant à la proportion des ressources destinées à l'armement. Nous citerons quelques données à titre d'exemple.

« Chaque année, on dépense dans le monde près d'un billion de dollars (un million de millions) en armements, tant conventionnel que nucléaire. En termes de coût improductif, le drainage militaire est énorme : actuellement, entre quinze et vingt de chaque cent dollars dépensés par les gouvernements centraux sont destinés à des fins militaires. Cela représente le triple des budgets de l'enseignement et huit fois ceux pour l'habitat ».

« La Chine a acheté 26 avions de combat à la Russie, pour une somme d'argent qui aurait pu servir à subvenir aux besoins en eau potable pendant un an à 140 millions de personnes. Le Nigeria a acquis 80

tanks au Royaume-Uni, montant qui aurait pu servir à la vaccination de 2 millions d'enfants. L'Inde a commandé 20 avions de combat MiG-29 à la Russie, pour une valeur qui aurait pu servir à assurer l'éducation primaire à 15 millions de petites filles qui ne vont pas à l'école là-bas. »

« Avec 2 mille millions de dollars, au lieu de faire l'acquisition d'un sous-marin nucléaire de plus, on pourrait reboiser la Terre. Avec 5 mille millions de dollars, au lieu de fabriquer plus de bombes nucléaires, on pourrait fournir en eau potable une bonne partie du monde. Avec 2 mille millions de dollars, au lieu de mener une douzaine d'essais nucléaires, on pourrait faire reculer de manière significative la désertification. Avec 5 mille millions de dollars, au lieu de fabriquer six autres bombardiers nucléaires Stealth, il serait possible de réduire la contamination atmosphérique. Avec 14 mille millions de dollars, au lieu d'envoyer des armes aux pays du Moyen Orient, il serait envisageable de conserver le patrimoine de la nature et éliminer les déchets toxiques. »

Ce sont quelques-uns des exemples montrant comment on pourrait résoudre les problèmes générés par la pauvreté, en y destinant les ressources actuellement destinées à la destruction de la vie. Bien sûr, un tel changement dans l'utilisation des ressources ne sera pas possible tant que le pouvoir économique restera maître du pouvoir politique, puisque la violence de la guerre est ce qui l'aide à maintenir son pouvoir.

Et, à ce sujet, continuons à citer quelques paragraphes du travail de Cevey et Zorrilla.

« Guerre et pauvreté sont des éléments inséparables qui traversent chacun des pays dans lesquels se développent les conflits belliqueux. Ce n'est pas un hasard si les endroits où s'installent les guerres sont ceux qui présentent les plus grandes misères. Les intérêts à dominer les ressources naturelles et énergétiques sont le véritable moteur des confrontations. L'abondance des ressources naturelles qui existe en certains territoires, loin d'être exploitée au bénéfice de la population, motive et finance la majorité des conflits. »

« Dans l'actualité, il existe plus de 70 guerres dans le monde. Un tiers de l'activité économique mondiale dépend du complexe militaro-industriel. Actuellement, l'ensemble des pays destine plus d'un billion de dollars aux dépenses militaires, ce qui représente près de 3 % du PIB global, 1 % de plus qu'au cours de l'année 2000. »

« Les États-unis représentent la superpuissance militaire sans rivales. Ils dépenseront deux billions de dollars dans les cinq prochaines années, un budget supérieur à celui des quatorze pays qui le suivent. Depuis les attentats du 11 septembre, les États-unis se sont convertis en une machine de guerre et ses dépenses ont augmentés de 11 %. »

« Les pays du G-8 sont responsables de plus de 80% de toutes les ventes des armes nouvelles qui se vendent aux pays pauvres. Ces pays furent le principal marché de vente d'armes. Durant la période 1997-2001, le plus grand vendeur d'armes du monde fut les États-unis avec quasi 45 % du total exporté. »

« Il y a au moins 90 entreprises d'armées de mercenaires recensées dont les sièges sont dans 15 pays et des opérations dans 110 nations de par le monde. Depuis 1994, le Département de la Défense des États-unis a souscrit plus de 3 000 contrats avec 12 entreprises militaires privées qui ont leur siège aux États-unis. La valeur totale de ces contrats, incluant les organisations mercenaires, dépasse les 300 mille millions de dollars. »

Toute l'information que nous venons de mentionner, l'est seulement à titre d'exemple, pour illustrer l'amplitude d'un problème dont la résolution est très complexe, dans la mesure où les peuples ne prennent pas conscience de la direction dans laquelle évoluent les choses et de la responsabilité qui leurs incombe. Aujourd'hui, il existe un immense arsenal atomique de plus de 30 000 engins nucléaires, capables de détruire plusieurs fois la planète et aujourd'hui, il est possible de transporter dans un attaché-case une bombe 10 fois plus puissante que celles qui ont détruit Hiroshima et Nagasaki. Il est aujourd'hui plus que jamais urgent que la clameur des populations exige un désarmement nucléaire immédiat, qui, bien évidemment, ne passe pas seulement par freiner l'entrée de nouveaux membres dans le sélect club atomique, mais qui passe fondamentalement par le désarmement complet des vieux membres : les grandes puissances. Le problème réside en ce que, précisément, bien des intérêts économiques liés aux grandes puissances, s'appuient sur la puissance militaire. Il est clair que nous ne pouvons pas espérer que ceux qui trafiquent et qui commercent avec la mort, ni que ceux qui sont capables de bombarder des peuples entiers pour conserver un puits de pétrole, prennent l'initiative du désarmement. Ce sont les peuples eux-mêmes qui doivent réfléchir au type de gouvernants qu'ils appuient. Mais nous analyserons ce sujet plus tard.

## **L'économie et la violence sociale**

Dans un passage de cet ouvrage, nous mentionnions que certains leaders violents avaient fomenté la haine et le ressentiment dans certains secteurs de la population, exacerbant la discrimination entre ethnies ou classes sociales pour se catapulte vers la prise du pouvoir. Cette combinaison létale entre leaders autoritaires et secteurs sociaux mis en confrontation a provoqué bien des excès et dans certains cas des génocides. Mais même si on n'arrive pas à ce type de confrontation organisée, dans beaucoup de ce qu'on appelle les démocraties actuelles, la déstructuration sociale est un bouillon de culture pour toute sorte de violence, et il est clair que la violence économique joue un rôle très important pour renforcer cette situation.

Quand nous analysons les facteurs de discrimination entre les ethnies qui co-habitent dans un pays, nous observons que les différences créées par la couleur de la peau, par la religion et par les coutumes, se renforcent quand elles coïncident avec les fragmentations créées par la situation économique. Bien des aspects du style de vie de certains immigrants ont une relation directe avec leur situation économique précaire, avec le type de travaux qu'ils doivent réaliser pour survivre. Ceci les place dans une situation de différenciation avec d'autres secteurs de la population, et cette différenciation alimente généralement la discrimination réciproque. Il arrive aussi, à l'inverse, que quand des secteurs déterminés d'immigrants obtiennent une meilleure situation économique que d'autres, la discrimination et le ressentiment de la part des moins favorisés augmente.

La discrimination (vers le haut ou vers le bas), générée par l'inégalité économique, au-delà du fait que les couches sociales coïncident ou non avec des différences ethniques déterminées, n'est pas un phénomène nouveau dans le système capitaliste. Comme nous le citons dans le livre d'Économie Mixte, les « founding fathers » des États-Unis établissaient le capitalisme sur une soi-disant « nature humaine », où il existait des inégalités innées, et l'auto sélection des meilleurs devait placer ceux-ci au pouvoir. Madison soutenait que « (...) le pouvoir reposera sur le droit de propriété qui se trouve légitimé par la diversité de facultés individuelles (...) le gouvernement aura pour but de protéger cette distribution inégalitaire de la propriété, qui se trouve, par conséquent justifiée par cette même nature humaine... ». Déjà à cette époque, on justifiait idéologiquement une société individualiste où il n'y aurait que des gagnants et des perdants, des gens qui échouent et des gens qui triomphent.

On a commencé à tout mesurer sous le prisme de la réussite économique. Pour un employé, le sans-emploi est un fainéant. Pour un cadre, l'employé est un perdant incapable de grimper. Pour un chef d'entreprise, les gérants sont des chiens fidèles, incapables de s'ouvrir un chemin par eux-mêmes. Un système économique qui s'appuie sur de telles valorisations ne peut que générer une violence sociale. Si cette violence ne se canalise pas derrière le « nouvel ordre » de leaders violents, elle se canalise de manière désordonnée à travers la délinquance, la drogue, le suicide et la confrontation sociale.

Entre-temps, les médias se chargent de montrer à la population quels sont les modèles de vie à suivre, et surtout quel type de produits on doit consommer. Le résultat que l'on obtient dans la vie réelle : une poignée d'imbéciles qui croient obtenir le triomphe parce qu'ils ont réussi à ressembler à ces modèles imposés, et des millions de frustrés qui sentent qu'ils sont restés hors course.

Il y aura sûrement des gens pour croire qu'un bon moteur pour le progrès social, c'est l'expectative de chacun pour grimper à l'échelon suivant : le sans-emploi essaiera d'être comme l'employé, l'employé comme le gérant, et le gérant comme le chef d'entreprise. Et il est possible que dans certains cas les choses aient fonctionné de la sorte. Mais on a oublié au moins deux facteurs. Le plus important, que l'être humain est quelque chose de beaucoup plus profond et de beaucoup plus complexe qu'un simple « acteur économique ». L'autre facteur, c'est que, en outre, la propre tendance du capitalisme vers la concentration, le convertit en une course effrénée où quelques-uns gagnent et où la majorité perd. Et si le moteur du système était la promesse d'un avenir de réussite économique, cet avenir s'est fermé de plus en plus.

On a réussi à convaincre les gens que le sens de la vie, c'était la réussite économique et un certain style de vie ; mais comme cela n'est valable que pour de rares élus, la vie perd son sens pour la majorité. Autrement dit, le système capitaliste vide les gens à l'extérieur, et aussi à l'intérieur. Et bien sûr, ceux qui réussissent sont aussi vidés de l'intérieur. Et il est évident aussi qu'échouer dans cette course de la stupidité devrait finalement être réconfortant et nous ouvrir une voie au véritable sens de la vie. Mais tant que dure l'hypnose, les échecs non acceptés se transforment en dépression, ressentiment, envie et soif de revanche par n'importe quel moyen ; et cela se traduit par des violences de toutes sortes.

C'est comme s'il existait une guerre civile non déclarée. Et dans les guerres, les valeurs se renversent : Il n'y a pas d'amour, pas de compassion, pas de respect, pas de codes de convivialité et tout se justifie dans la lutte contre l'ennemi. L'ennemi, c'est celui qui a plus que moi, parce que je le rends coupable de ce que je n'ai pas. L'ennemi, c'est celui qui a moins que moi, parce que je sens qu'il me guette. L

l'ennemi, c'est celui qui a autant que moi, parce que nous sommes en concurrence et que je ne permettrai pas qu'il prenne de l'avantage sur moi. Et contre l'ennemi, tout est bon : la trahison, la spoliation, le vol, le crime, l'exploitation, et l'indifférence devant sa souffrance.

C'est ainsi que le délinquant ne se sent pas un délinquant, mais se considère un justicier qui prend ce que la société lui dénie. Celui qui hait ceux qui ont plus, ne se reconnaît pas plein de ressentiment, il sent qu'il se fait justice avec sa haine. Celui qui méprise les perdants est convaincu qu'ils sont inférieurs et n'ont que ce qu'ils méritent. Chacun conforme son échelle de valeurs en accord avec sa propre violence interne, et c'est en fonction de cette violence qu'il projette sa violence à l'extérieur. Cette violence, dans la mesure où les personnes arrivent à la maintenir à l'intérieur du système, se canalise généralement à l'intérieur des « rails légaux », et la violence s'exerce sous l'emprise de la loi. Mais dans la mesure où de plus en plus de gens sont poussés en marge du système, la violence considérée illégale augmente, les débordements et la répression qui s'ensuit, qui réalimente le cercle vicieux de la violence, croissent.

Alors, la question que l'on se pose, est la suivante : Comment briser ce cercle vicieux de la violence ? Il est bien évident que ce ne sera pas en changeant un aspect partiel de la société, comme l'aspect économique, que l'on résoudra le problème de la violence. Il est nécessaire que se produise une transformation intégrale de l'être humain, un changement de sensibilité et de valeurs qui générera, en conséquence, un autre type de société, et dans cet autre type de société, un autre type d'économie sera possible. Mais il est certain que c'est en avançant dans la compréhension de notre propre violence que nous pourrons avancer vers une société non-violente. Et dans cet ouvrage, nous essayons d'avancer dans la compréhension de la violence économique, et c'est de ce point de vue que nous pouvons nous demander :

Est-ce que notre organisation sociale est soumise à une violence économique parce que le système économique est violent, ou est-ce que ce système est violent parce que telle est la nature humaine ?

## **Le changement social et le changement individuel**

Il est clair que, les humanistes, nous ne croyons pas dans une nature humaine immuable : bien au contraire, nous affirmons que c'est l'intentionnalité de l'homme qui fait évoluer les sociétés, et qui fera que le monde échappera finalement à ce piège de la violence. Il n'est pas possible que la société change si les personnes ne changent pas simultanément, et de la même manière il n'y aura pas de changement véritable chez les personnes, si celles-ci ne s'occupent pas de changer la société.

Il y a des gens pour soutenir que le capitalisme, malgré ses injustices, est l'unique système qui fonctionne, parce que l'individualisme et l'ambition qui sont les moteurs du développement dans ce système, font partie d'une nature humaine qui ne peut pas changer. Ils affirment que la solidarité peut être en théorie très intéressante, mais que, dans la pratique, elle ne mobilise pas la plupart des gens, et que, par conséquent, aucun système économique qui la prendrait pour fondement, n'aurait d'avenir.

Certains parmi nous affirment qu'un changement de sensibilité est en train de se produire, et que la recherche de nouvelles valeurs fera que l'intentionnalité de l'homme finira par transformer ce système violent et inhumain, par propre nécessité.

Dans l'intéressant ouvrage publié il y a quelque temps par Rafael de la Rubia : « Vers un Nouvel Humanisme », il y a un modeste apport de celui qui écrit ces lignes à propos de cette nouvelle sensibilité et de nouveaux paradigmes dans l'économie. On y citait des mots prononcés par Silo en mai 2004 à Punta de Vacas : « ...les peuples expérimenteront une soif croissante de progrès pour tous, comprenant que le progrès limité à quelques-uns s'achève sans progrès pour personne... »

Et nous disions dans ce travail que « bien que quelques-uns (même s'ils sont puissants) continuent à croire dans le paradigme de la loi du plus fort et de l'auto sélection des plus aptes, les grandes majorités sont en train de comprendre la nécessité d'un progrès accompagné de justice sociale. Cependant, le vieux système capitaliste ne peut donner réponse à cette nécessité, parce qu'il repose sur des paradigmes d'un monde qui se meurt, le monde de l'individualisme, de l'égoïsme, de l'exploitation et de l'indifférence. Entre-temps, l'organisation sociale est fondée sur des institutions et des législations qui, bien qu'elles conservent l'apparence de l'égalité de tous devant la loi, s'alignent de plus en plus dans la pratique sur les diktats du capital international qui s'alimente des inégalités et de la marginalisation.

Il est de plus en plus évident que cette nouvelle sensibilité qui est en train d'apparaître chez les gens, et qui se manifeste dans le domaine de l'économie par ce besoin de progrès pour tous, ne pourra se canaliser en une transformation sociale profonde que dans la mesure où l'organisation de l'état et l'économie se fondera sur de nouveaux paradigmes en accord avec cette nouvelle sensibilité.

« L'être humain est en train de grandir, et les vêtements du système capitaliste sont trop petits pour lui. Il manque de nouveaux paradigmes pour l'organisation économique. Tous les procédés d'un nouveau système économique devraient passer un examen visant à respecter un paradigme fondamental : « **Égalité des chances pour tous**. »

Finalement, dans l'ouvrage mentionné, nous commentons les points principaux du Système d'Économie Mixte, comme ce qui pourrait être la forme d'organisation économique adéquate pour cette nouvelle sensibilité qui est train de surgir, dépassant la violence que génère le capitalisme. Il est bien clair qu'il n'est pas dans notre idée de nous étendre ici sur les détails de l'Économie Mixte, mais nous pouvons en rappeler les propositions les plus importantes.

La participation des travailleurs aux gains, aux décisions et à la propriété des entreprises, comme une manière d'améliorer la distribution de la richesse et d'assurer le réinvestissement productif. La Banque publique sans intérêt, pour en finir avec le monopole financier de l'usure privée. Le rôle de coordinateur de l'économie de la part de l'État pour éviter l'anarchie des marchés, sans que pour cela on mette un frein à l'initiative privée. Un régime politique de démocratie directe, pour résoudre de manière positive la contradiction actuelle entre le secteur public et le secteur privé.

Ce que nous voulons dire donc, c'est que d'une part, on ne peut espérer qu'un système économique prenne de la force, tant que l'échelle de valeurs ne changera pas ; et on peut encore bien moins essayer d'imposer un nouveau système qui ne coïncide pas avec la sensibilité sociale. Mais nous affirmons également que, dans la mesure où celle-ci est en train de changer, il devient nécessaire de transformer le vieux système, parce qu'il répond à une vieille sensibilité qui se meurt.

Et il est certain que pour changer un système politique et économique, en accord avec cette nouvelle sensibilité qui est en train d'apparaître, il ne sera pas nécessaire d'attendre que le dernier des êtres humains se syntonise avec elle. Il est bien clair qu'un système économique qui s'appuie sur le moteur de la solidarité, au lieu de s'appuyer sur l'égoïsme, ne peut dépendre du fait qu'il ne reste plus un seul égoïste sur terre. Le capitalisme non plus n'a pas attendu que tous soient des chefs d'entreprise pour se mettre en marche. Il suffira de l'initiative de quelques-uns pour donner l'élan initial et maintenir un nouveau système politique et économique. Mais cette initiative doit avoir le chemin libre grâce au changement de la législation, et pour cela, l'appui des majorités est nécessaire.

Il semble, cependant, que pour que cela se produise, il faudra dépasser certaines contradictions auxquelles succombent généralement les peuples, qui, parfois donnent des signes d'avancer vers une nouvelle sensibilité, plus solidaire et non-violente, mais d'autres fois semblent revenir en arrière et s'agripper à de vieilles valeurs, ou tout au moins à de vieilles réponses.

## **Les sociétés doivent prendre en charge leur part**

Si nous faisons une enquête et que nous demandions aux gens s'ils veulent la guerre, la majorité répondrait certainement non. Si nous leur demandions s'ils veulent la violence sociale, ou l'injustice économique et la marginalisation de milliers de millions d'êtres humains, la réponse de la majorité des personnes serait certainement négative.

Mais alors, à qui la faute si nous en sommes là ?

Des gouvernants diraient certains. Des multinationales répondraient d'autres. Des médias se risqueraient d'autres encore. Ou du pouvoir économique, qui en définitive manœuvre les gouvernants et les médias, pourrions-nous dire aussi pour simplifier les choses.

Cependant... Qui élit les gouvernants ? Qui soutient le système économique par l'ambition et la consommation ? Qui croit aveuglément dans les médias ?

Qu'est-ce qui génère cette contradiction entre ce que l'on dit et ce que l'on fait : l'hypocrisie ou l'impuissance ? Il y a certainement beaucoup d'hypocrites, qui sont uniquement fidèles à leurs intérêts mesquins, même s'ils humanisent leurs discours pour déguiser leurs motivations. Mais, il y a aussi beaucoup de gens qui, bien que ressentant véritablement la nécessité d'un changement, ne trouvent pas de chemin clair vers ces transformations, et beaucoup moins encore, voient avec clarté une relation directe entre leurs actions quotidiennes et la violence dans le monde. Et alors, l'impuissance se transforme en résignation, en indifférence et en hypocrisie.

Bien sûr, il n'est pas facile de visualiser jusqu'à quel point la consommation d'une personne a à voir avec la malnutrition d'autres personnes.

Il n'est pas simple de comprendre comment les efforts compétitifs d'une personne pour obtenir un poste de travail, correspondent à l'impuissance de celui qui reste au chômage.

On ne voit pas clairement comment l'ostentation de certains génère l'envie et le ressentiment des autres.

On ne comprend pas que parfois, le désir de quelqu'un pour s'occuper exclusivement de sa propre vie, devient indifférence envers les autres ; et on comprend encore moins que cette indifférence c'est aussi de la violence.

C'est pour tout cela qu'on ne comprend pas non plus la violence irrationnelle, exercée par ceux qui n'ont déjà plus rien à perdre, envers une société dans laquelle ils deviennent le collaborateur avec le système qui les marginalise. Et parfois, en raison de ce manque de compréhension, on cautionne comme solution à la violence, les politiques répressives et agressives du système, des frontières au dedans et des frontières au dehors, sous prétexte de combattre les violents.

C'est très bien, se demanderont certains : et si on arrivait à comprendre cette mécanique... alors quoi ? Est-ce que la roue cesserait de tourner ? La logique montre que rien ne peut se faire depuis une action individuelle pour changer un système.

Cependant, il ne devrait y avoir rien de plus illogique que la logique de la violence, parce qu'elle nous mène à la destruction. Peut être qu'un jour, tant de violence nous saturera, jusqu'à nous écœurer de nos propres faiblesses, et alors nous aurons un espace pour la compréhension, au-delà de la négation suicidaire ou de l'insuffisant et stérile entendement intellectuel. Peut être que nous comprendrons que la course à la réussite individuelle, se transforme collectivement en une avalanche humaine dans laquelle des millions meurent piétinés ; et même si personnellement nous croyons que nous n'avons piétiné personne, nous avons poussé d'autres à le faire.

Peut-être que par nécessité, un jour, nous nous fatiguerons de courir après la réussite et l'argent, nous abandonnerons la course et nous assumerons l'échec, sans espérer changer le monde avec cela. Et peut-être que quand nous cesserons de courir, celui qui est devant ne se sentira plus poursuivi et qu'il commencera à freiner ; peut être que celui qui vient derrière n'aura plus personne à poursuivre et qu'il commencera à s'arrêter. Peut-être que ceux qui courent à notre hauteur, n'auront plus personne avec qui entrer en compétition et sentiront l'inutilité de leur course aveugle. Et peut être qu'alors le monde commencera à changer. Non pas parce qu'un groupe d'illuminés l'impose, mais simplement sous l'effet de la nécessité collective.

Bien sûr que ceci n'est pas si facile, du moins que ça se produise collectivement. Il n'est pas possible de comploter entre milliers de millions d'êtres humains pour nous mettre d'accord du jour au lendemain et dire : « Tous ensemble, abandonnons cette course folle et ce système violent s'écroulera ! ». Bien entendu qu'il y a chaque fois plus de gens qui se rendent compte de la direction destructive que prennent les choses, et qui commencent à changer leur conduite, et dans certains cas ils s'organisent pour tenter de changer le monde. Mais cela ne sera pas suffisant tant que les peuples ne se rendront pas compte, massivement, de cette direction destructive.

Inévitablement, à un certain moment on finira par s'en rendre compte, et le monde commencera à changer. La question est : combien de temps cela prendra et combien de vies le payeront ? Pourvu que la compréhension s'accélère maintenant, dans le cas contraire, la crudité des événements s'occupera d'accélérer la compréhension.

## **Où va le monde ?**

Si nous jetons un rapide coup d'œil à la direction où nous mènent les forces de l'Économie et de la Violence, nous verrons à l'horizon souffrance et destruction.

La débauche de la consommation irrationnelle au lieu du développement rationnel, pousse le monde au désastre écologique, à la destruction de l'environnement, à la pollution de l'air et de l'eau et à l'épuisement des ressources naturelles.

La compétition féroce globalisée, pour fournir une main d'œuvre bon marché aux multinationales continuera à faire baisser la valeur des salaires et à augmenter le chômage et la marginalisation. Et il ne manquera pas que quelqu'un en rejette la faute sur la Chine et l'Inde voulant s'industrialiser ou sur des immigrants nous prenant le travail, augmentant ainsi la violence discriminatoire.

La lutte pour les ressources énergétiques non renouvelables fera que l'on continuera à envahir des pays et à faire pression sur des gouvernements sous n'importe quel prétexte. Les conséquences destructives d'un tel comportement sont déjà visibles, mais nous n'avons pas encore vu le pire, et le risque de l'utilisation des armes atomiques, est plus grand aujourd'hui que pendant la guerre froide.

Le grossier dénigrement fait à certaines cultures et religions, dans le but de dégrader la victime pour justifier le bourreau, afin de contrôler des ressources stratégiques, augmentera les conflits par le choc entre les cultures.

Le terrorisme sous toutes ses formes augmentera progressivement, et dans la mesure où il continuera à être alimenté par le ressentiment, il sera chaque fois plus sans discernement, et par conséquent rien ni personne ne sera à l'abri.

Dans la mesure où le chômage et la marginalisation avancent, et c'est la direction que suit ce processus, la violence dans les sociétés ira croissante, débordant toute tentative de sécurité.

Ce sont seulement là quelques indicateurs de ce que nous allons au désastre. Les désastres annoncés sont-ils inévitables ? Il y a un certain temps, en Argentine, nous en avons eu un tout petit échantillon. Les humanistes, nous avons annoncé en 1998 que si nous ne sortions pas du modèle économique de la convertibilité, nous irions au désastre, et bien sûr, personne ne nous écouta. Fin 2001, se produisit le plus grand désastre économique de l'histoire de l'Argentine. Et maintenant, tout le monde s'écrie : Heureusement que ce modèle économique est tombé, nous ne pouvions pas continuer comme ça !

Est-ce que dans quelque temps, les peuples se retourneront sur leur passé, étonnés d'avoir vécu et alimenté ce système déshumanisant ? Et quelle magnitude devra avoir le désastre pour que les choses changent ? Et changeront-elles pour le meilleur ou pour le pire ?

Certainement que dans certains cercles de pouvoir, ils doivent rêver que la direction dans laquelle vont les choses, conduise à un « équilibre naturel », en accord avec les théories de Malthus. Ils pensent sûrement qu'après une « crise nécessaire », grâce aux guerres et aux famines, la population diminuera et les survivants parviendront à un équilibre social, propre à la littérature orwellienne. Les survivants pauvres seront contenus dans un nouvel apartheid global, et les survivants riches contrôlant tout depuis leurs bunkers de luxe.

D'autres préféreront rêver à un final de cinéma, dans lequel une révolution avec drapeaux au vent met fin au règne des mauvais. Et de nombreux autres ne veulent simplement pas y penser, supposant que les choses se régleront toutes seules, ou qu'ils ne seront jamais touchés personnellement par le chaos.

Nous sommes certains à croire que pour inverser cette direction destructive, il faut faire tout notre possible pour accélérer la compréhension collective du phénomène. On doit arriver à ce que chaque fois plus de gens cessent d'alimenter le cercle vicieux de la violence et fassent pression sur les gouvernements pour qu'ils changent leurs politiques. Faire pression pour le désarmement, faire pression pour la Non-violence, faire pression pour la démocratie directe, faire pression pour le changement du système économique.

On pourrait penser que l'être humain est encore très loin d'arriver au niveau de compréhension nécessaire pour pouvoir corriger le cap que prennent les choses. Et effectivement, au-delà de l'accord intellectuel de beaucoup avec ces thèmes, le piège de l'individualisme nous mène à l'impuissance, et celle-ci à la désillusion.

Mais si notre regard n'était pas si superficiel, et qu'il s'internalisait dans ce qu'il a de plus profond chez l'être humain, on pourrait voir qu'au-delà des processus sociaux et des variables économiques, il y a un processus interne millénaire dans chaque être humain et dans toute l'espèce. Ce processus suit une direction évolutive qui ne pourra pas être arrêtée, ni par quatre tout-puissants habillés en Rambo, ni par quatre rapaces de la spéculation bancaire, ni par quatre formateurs d'opinion obséquieux, et ni même par des millions d'indifférents occupés à leur insignifiante petite vie individuelle.

Parce que l'indifférence commencera à faire souffrir, comme font souffrir les chaînes jusqu'à ce qu'on ait la force de s'en libérer, comme les chaussures gênent l'enfant qui grandit. Pour ce nouvel être humain qui est en train de naître, les vêtements de ce système inhumain commenceront à être trop petits, et dès lors, les vieux et grossiers désirs ne le motiveront plus.

Quelqu'un a dit une fois, au milieu de la montagne : « ...Il y a des désirs grossiers et des désirs plus élevés. Éleve le désir ! Dépasse le désir ! Tu devras alors certainement sacrifier la roue du plaisir, mais tu perdras aussi celle de la souffrance. » Ces paroles, dites par Silo il y a 37 ans à Punta de Vacas, sont plus que jamais d'actualité.



À un certain moment, chaque fois plus de personnes éprouveront de la répugnance pour leur propre obséquiosité, leur soumission, leur ambition et leur violence. Les désirs grossiers perdront de leur charme parce que la souffrance qui leur correspond deviendra insupportable. Et on trouvera la tranquillité seulement dans la redécouverte de l'être humain avec ses véritables nécessités, et avec l'envol de son esprit réconforté. La solidarité sera plus agréable que l'égoïsme, la communication que la compétition, la satisfaction des nécessités que la consommation, l'amitié que la violence.

Alors, les marchands d'ordure n'auront plus de clients. Les maîtres chanteurs n'auront plus de faibles à faire chanter. Les violents n'auront plus personne pour les suivre, ni pour les craindre. Les menteurs n'auront plus personne pour les croire.

Rien de ce système ne restera debout quand s'élèvera le désir. Et ceci arrivera inévitablement parce que « nous ne sommes pas un bolide qui tombe, mais une brillante flèche qui volent vers les cieux » (en citant Silo encore une fois).

Souhaitons que les grands désastres ne soient pas nécessaires pour que le rejet du système actuel s'accélère. Espérons que la croissance interne de l'être humain affaiblisse les fondements de ce piège mortel. Mais en plus d'espérer, nous travaillerons pour que cela arrive.

Il est clair que tout ceci est très difficile à expliquer à partir des théories économicistes pour lesquelles il apparaîtra sans doute « peu sérieux » de mélanger l'« objectivité des thèmes de l'économie », avec la subjectivité des thèmes de l'esprit.